

Étude de cas comparative sur la mesure de la corruption: un modèle pour Madagascar

Étude technique N°1
dans le cadre du Programme Évaluation de la lutte
contre la corruption à Madagascar

Rapport présenté au
Conseil Supérieur de Lutte Contre la Corruption (CSLCC)
Antananarivo, Madagascar

Par
Professeur Mitchell A. Seligson, Ph.D.
Vanderbilt University Latin American Public Opinion Project (LAPOP)
Département des Sciences Politiques, Vanderbilt University
Et
Casals & Associates, Inc.



1199 North Fairfax Street, 3rd Floor
Alexandria, Virginia, 22314 USA

www.casals.com

Janvier 2005



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



Document technique N°1
Étude de cas comparative sur la
mesure de la corruption
Un modèle pour Madagascar

Les opinions de l'auteur exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les vues du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) ou du Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

Document technique N°1
Étude de cas comparative sur la mesure de la corruption
Un modèle pour Madagascar

Abstract

La corruption est devenue un problème croissant pour les bailleurs internationaux, un problème très sérieux d'autant que l'aide étrangère dans certains cas est conditionnée par la réduction de la corruption. Mais est-ce que la démocratie souffre lorsque la corruption est très élevée ? Malheureusement comme la plupart des recherches sur la corruption ont été descriptives, rendant difficile la comparaison entre pays et dans le temps, il devient difficile pour les bailleurs de savoir où et quand la corruption a été réduite. Il existe des mesures de corruption quantitatives mais la plus communément utilisée est la *perception* de la corruption, groupée au niveau national, plutôt que la corruption *vécue* au niveau individuel. Il est difficile de tirer des conclusions fermes sur l'impact de la corruption à partir de telles données. Cette étude propose une étude-recherche basée sur une approche au problème de la mesure à Madagascar et aborde (de façon non technique) ses forces et limites par rapport aux études menées par le Projet d'Opinion Publique Latino-Américain (LAPOP) de Vanderbilt University.

Document technique N°1

Étude de cas comparative sur la mesure de la corruption

Un modèle pour Madagascar

Par

Professeur Mitchell A. Seligson, PhD

Vanderbilt University Latin American Public Opinion Project (LAPOP)

Département des Sciences Politiques, Vanderbilt University

Casals & Associates, Inc.

La corruption à Madagascar.

Beaucoup d'études montrent que Madagascar est mal placé par rapport aux autres pays du monde. Dans l'Indice de Transparency International en 2004 ci-dessous, le pays se trouve à la 82ème place parmi 145 pays de la série. D'autre part, il y a un certain nombre de pays africains qui sont classés loin derrière lui.

Rang par pays	Pays	2004 Point CPI *
1	Finlande	9,7
2	Nlle-Zélande	9,6
3	Danemark	9,5
	Islande	9,5
5	Singapore	9,3
6	Suède	9,2
7	Suisse	9,1
8	Norvège	8,9
9	Australie	8,8
10	Pays-Bas	8,7
11	Royaume Uni	8,6
12	Canada	8,5
13	Autriche	8,4
	Luxembourg	8,4
15	Allemagne	8,2
16	Hong-Kong	8,0
	Belgique	7,5
17	Irlande	7,5
	USA	7,5
20	Chili	7,4
21	Barbade	7,3
22	France	7,1
	Espagne	7,1
24	Japon	6,9
25	Malte	6,8
26	Israël	6,4
27	Portugal	6,3
28	Uruguay	6,2
	Oman	6,1
29	Emirats arabes unis	6,1
	Botswana	6,0
31	Estonie	6,0
	Slovénie	6,0
34	Bahreïn	5,8
35	Taiwan	5,6
36	Chypre	5,4
37	Jordan	5,3
38	Qatar	5,2
39	Malaisie	5,0
	Tunisie	5,0
41	Costa Rica	4,9
42	Hongrie	4,8
	Italie	4,8
	Koweït	4,6
44	Lituanie	4,6
	Afrique du Sud	4,6
47	Corée du Sud	4,5
48	Seychelles	4,4
	Grèce	4,3
49	Suriname	4,3
	République tchèque	4,2
51	El Salvador	4,2
	Trinidad et Tobago	4,2
	Bulgarie	4,1
54	Maurice	4,1
	Namibie	4,1
57	Lettonie	4,0
	Slovaquie	4,0
59	Brésil	3,9
60	Belize	3,8
	Colombie	3,8
	Cuba	3,7
62	Panama	3,7
	Ghana	3,6
64	Mexique	3,6
	Thaïlande	3,6
	Croatie	3,5
67	Pérou	3,5
	Pologne	3,5
	Sri Lanka	3,5
	Chine	3,4
71	Arabie Saoudite	3,4
	Syrie	3,4
	Belarus	3,3
74	Gabon	3,3
	Jamaïque	3,3
	Bénin	3,2
	Egypte	3,2
77	Mali	3,2
	Maroc	3,2
	Turquie	3,2
	Arménie	3,1
82	Bosnie-Herzégovine	3,1
	Madagascar	3,1
85	Mongolie	3,0
	Sénégal	3,0
87	République Dominicaine	2,9
	Iran	2,9
	Roumanie	2,9
	Gambie	2,8
	Inde	2,8
	Malawi	2,8
90	Mozambique	2,8
	Népal	2,8
	Russie	2,8
	Tanzanie	2,8
	Algérie	2,7
	Liban	2,7
97	Macédoine	2,7
	Nicaragua	2,7
	Serbie-et-Monténégro	2,7
	Erythrée	2,6
	Papouasie Nlle-Guinée	2,6
102	Philippines	2,6
	Uganda	2,6
	Vietnam	2,6
	Zambie	2,6
	Albanie	2,5
	Argentine	2,5
108	Libye	2,5
	Autorité Palestinienne	2,5
112	Équateur	2,4
	Yémen	2,4
	Congo, République du	2,3
	Ethiopie	2,3
	Honduras	2,3
114	Moldavie	2,3
	Sierra Leone	2,3
	Ouzbékistan	2,3
	Venezuela	2,3
	Zimbabwe	2,3
	Bolivie	2,2
	Guatemala	2,2
	Kazakhstan	2,2
122	Kirghizistan	2,2
	Niger	2,2
	Soudan	2,2
	Ukraine	2,2
	Cameroun	2,1
129	Iraq	2,1
	Kenya	2,1
	Pakistan	2,1
	Angola	2,0
	Congo, République Démocratique	2,0
	Cote d'Ivoire	2,0
	Georgie	2,0
	Indonésie	2,0
	Tadjikistan	2,0
	Turkménistan	2,0
140	Azerbaïdjan	1,9
	Paraguay	1,9
142	Tchad	1,7
	Myanmar	1,7
144	Nigeria	1,6
145	Bangladesh	1,5
	Haïti	1,5

Ces résultats sont difficiles à interpréter pour plusieurs raisons. Premièrement, ce ne sont que des impressions et perception et non la réalité. Comme on le remarquera plus loin, la preuve impressionniste peut beaucoup varier avec la preuve objective de la corruption. Deuxièmement, ces classements ne donnent qu'un seul chiffre pour tout le pays. Ils ne donnent aucun détail par type de corruption ni où trouve-t-on le plus de corruption. C'est-à-dire, à Madagascar, on ne sait pas si on rencontre la corruption dans les villes ou à la campagne, dans le nord ou dans le sud, sur la terre ferme ou sur les côtes. Troisièmement, on ignore si la corruption touche plus les hommes que les femmes, les jeunes plus que les personnes âgées, les pauvres plus que les riches, etc..

Cette étude examine les mécanismes alternatifs pour mesurer la corruption à Madagascar et suggère que celle développée par le Vanderbilt University Latin American Public Opinion Project (LAPOP) est la plus avantageuse. Elle compare les résultats à partir de nombreux pays en Amérique latine.

La corruption comme menace pour la démocratie. Y a-t-il une relation ?

La corruption à grande échelle est de plus en plus considérée comme l'une des menaces les plus significatives à la démocratisation plus approfondie dans les pays du Tiers Monde en voie de démocratisation. Dans une étude récente, Kurt Weyland avance que la corruption a beaucoup augmenté¹ sous la démocratie et dénonce des facteurs responsables de cette augmentation. Primo, il avance que la dispersion de pouvoir entre les mains de plusieurs personnes (comme c'était le cas lorsque la dictature a été remplacée par la démocratie dans beaucoup de pays du monde) a augmenté l'occasion pour le pot-de-vin. En effet, il y a plus de joueurs de veto aujourd'hui que sous le régime militaire, et par conséquent, il y a plus de pattes à graisser. Secundo, les réformes néolibérales ont augmenté les possibilités de corruption dans plusieurs domaines de l'économie, surtout ceux qui impliquent la vente des sociétés d'Etat. Tertio, l'augmentation du nombre des leaders néo-populistes, qui gagnent les élections à partir d'appels personnels par télévision interposée, qui mènent les politiciens candidats à pratiquer la corruption afin de collecter les fonds nécessaires pour payer le spot télévisé.

Ces dernières années l'USAID et les autres bailleurs ont consacré des ressources considérables pour réduire la corruption² dans le monde. De nouvelles initiatives dans le cadre de l'aide étrangère, dont « le Millenium Challenge Account », demandent aux récipiendaires de faire d'importants progrès sur l'éradication de la corruption. Même s'il y a beaucoup de problèmes relatifs aux impacts négatifs que la corruption a sur la démocratie, souvent les partisans de ce point de vue n'ont justement pas expliqué comment la démocratie est affaiblie par la corruption.

Comment la corruption pourrait-elle menacer la démocratisation ? L'argument est que la corruption affaiblit la démocratie en sapant la confiance du citoyen pour le régime, en fait en lui ôtant sa légitimité. Si Weyland a raison et que la corruption augmente, on peut s'attendre à ce que les démocraties naissantes dans ce monde en démocratisation éprouveront une plus grande difficulté à établir et conserver leur droit de gouverner. L'une des limitations majeures que les régimes autoritaires ont dans l'établissement de leur légitimité personnelle est qu'ils opèrent souvent en tant que kleptocrates où l'état est corrompu jusqu'à la moelle et que les citoyens le savent. De même, les démocraties, basées sur des attentes de redevabilité, peuvent affaiblir leur légitimité elles-mêmes quand la corruption est généralisée.

¹ Weyland, Kurt. "The Politics of Corruption in Latin America." *Journal of Democracy*, no. 2 (1998): 108-21.

² USAID Agency Objectives, "Good Governance" de <http://www.usaid.gov/democracy/gov.html> et <http://www.usaid.gov/democracy/anticorruption/usaidprogs.html>.

Est-ce qu'il existe une preuve de cette relation entre la corruption et l'usure de la légitimité ? En fait, la recherche classique dans ce domaine, très respectée pendant plusieurs années, défend d'une manière persuasive la relation inverse. De ce point de vue, la corruption sert vraiment un but constructif dans les pays en voie de développement par la création d'un lien clientéliste fonctionnel qui unit les électeurs aux responsables publics, permettant de faire un détour relativement bon marché de la bureaucratie disfonctionnelle. Dans ce cas, la corruption est considérée comme ayant un impact positif sur le système politique. Comme le résume Samuel Huntington dans sa phrase classique : « La chose plus mauvaise qu'une société avec une bureaucratie malhonnête, rigide et trop centralisée, est une bureaucratie³ honnête rigide et trop centralisée ». L'idée que la corruption permet de « huiler les rouages » des bureaucraties disfonctionnelles est évidente, non seulement dans les travaux de Huntington et les travaux classiques tels que *VO Key's Southern Politics* publié en 1949, mais également dans les études⁴ plus contemporaines. Bref, selon ce point de vue, la corruption est juste ce que le docteur prescrit pour le Tiers-Monde.

Est-ce que cet argument est vrai et la corruption permet-elle de "huiler les rouages" de la bureaucratie publique en la rendant ainsi plus alerte, fonctionnelle et surtout, répondant plus aux demandes du public ? Si c'est le cas, alors, on pourrait s'attendre à ce que plus de corruption mènerait à une plus grande redevabilité et un public plus satisfait du système politique.

Des recherches plus récentes, empiriques, adoptent l'approche contraire qui est dans la logique des intérêts des bailleurs internationaux à savoir que la corruption non seulement n'aide pas, mais elle peut sérieusement ruiner à la fois le développement économique et le développement démocratique⁵. Malheureusement, il y a peu d'études empiriques sur le sujet et celles qui existent ne testent pas la corruption elle-même, mais seulement des perceptions de la corruption. Une étude portant sur dix pays de l'Europe Centrale, de l'Est et la Russie, appuie cette relation, en trouvant qu'une plus grande corruption perçue évoque une confiance plus faible dans les institutions démocratiques⁶. Une étude récente, basée sur seize pays, dont les USA, le Japon, la Nouvelle-Zélande et des pays de l'Europe de l'Ouest et de l'Est, conclut que « la corruption mine la foi des citoyens dans leur gouvernement⁷ ». Dans cet article, ces résultats seront appuyés mais avec une mesure directe d'une corruption vécue par des individus qui vivent dans les pays étudiés plutôt que celle avec un index de perception du degré de la corruption construite par des observateurs externes.

Ce document porte sur la question de l'évaluation de la corruption. Auparavant, pour augmenter la transparence pour combattre la corruption, il est devenu évident aux yeux de l'USAID et des autres bailleurs que pour connaître avec précision où dépenser ses ressources et comment mesurer le degré de réussite de leurs programmes, il sera très important de pouvoir mesurer l'importance de la corruption dans chacun des pays où ils pourraient investir des ressources anti-corruption. Toutefois, contrairement aux programmes dans d'autres domaines, par exemple, la santé, où il y a des indicateurs objectifs universellement acceptés comme le taux de mortalité infantile et l'espérance de vie, aucune norme n'est encore acceptée universellement pour mesurer la corruption.

³ Huntington, Samuel P. *Political Order in Changing Societies*. New Haven: Yale University Press, 1968.

⁴ Heidenheimer, Arnold J., Michael Johnston, and Victor T. LeVine. *Political Corruption: A User's Manual*. New Brunswick: Transaction, 1989.

⁵ Rose-Ackerman, Susan. *Corruption and Government: Causes, Consequences, and Reform*. Cambridge: Cambridge University Press, 1999.

⁶ Mishler, William, and Richard Rose. "What Are the Origins of Political Trust? Testing Institutional and Cultural Theories in Post-Communist Societies." *Comparative Political Studies* 34, no. 1 (2001): 30-62.

⁷ Anderson, Christopher J., and Yuliya V. Tverdova. "Corruption, Political Allegiances, and Attitudes Toward Government in Contemporary Democracies." *American Journal of Political Science* 47, no. 1 (2003): 91-109. La citation est dans la page 105.

À moins qu'il soit connu combien de corruption il y a et si elle augmente ou diminue, on ne peut faire grand chose pour cibler les efforts afin de la réduire. En l'absence des données fiables sur la corruption, les bailleurs internationaux et la commission anti-corruption à Madagascar font face à des difficultés pour cibler leur programme anti-corruption. Peut être, plus important est le fait que sans des informations spécifiques et fiables sur la corruption ils ne peuvent pas déterminer quel impact, si impact il y a, les efforts anti-corruptions ont-ils, ce qui après tout est le fond de la question.

Malgré la contrainte de l'espace disponible étant donné le format imposé par ces brèves notes de recherche, cette étude relèvera le défi qui consiste à élaborer de meilleures méthodes d'évaluation de la corruption dans les six sections suivantes :

- 1/ Un bref bilan de l'utilisation courante des mesures de la *perception* de la corruption.
- 2/ Une discussion de mesures alternatives de la corruption vécue.
- 3/ Une exploration au niveau de la corruption détectée par la série de victimisation de la corruption en utilisant des données provenant de plusieurs pays et tirées des projets d'opinion publique en Amérique latine
- 4/ Un examen de ces données pour déterminer qui sont les victimes de la corruption
- 5/ Une discussion sur les recherches qui donnent une hypothèse sur les effets négatifs et positifs de la corruption sur la gouvernance, en donnant une preuve qui montre combien justement la corruption est dangereuse pour le renforcement de la démocratie, c'est-à-dire que la corruption est un problème.
- 6/ Et finalement, l'article montrera comment les niveaux de corruption peuvent varier énormément au sein d'un pays, comme c'est sans nul doute le cas à Madagascar.

***Le défi : Mesurer la corruption à Madagascar*⁸**

Ce n'est pas étonnant que jusqu'à une période récente, les recherches sur la corruption ont été largement descriptives plutôt qu'empiriques. Étant donné sa nature secrète, la corruption est de façon inhérente un phénomène extrêmement difficile à mesurer –présentant ainsi un grand obstacle pour les chercheurs qui tentent de l'étudier. Dans d'autres domaines de développement, il est facile d'avoir les résultats effectués par les participants ou des acteurs extérieurs. Par exemple, les agents de la santé peuvent faire des rapports sur le nombre de vaccins administrés ou les bébés nés en bonne santé. Nous ne pouvons pas demander toutefois, aux policiers de faire un rapport sur le nombre de « pots-de-vin » qu'ils perçoivent au cours d'une semaine donnée, ni aux douaniers de faire un rapport sur le montant des droits qui passent sans qu'ils soient payés. Le besoin de gérer la corruption a conduit, au fil des années, à adopter différentes approches pour solutionner ce problème mais chaque approche a souffert de ses propres limitations.

Les premiers efforts étaient basés sur les registres officiels de la police et de la cour. En comptant simplement le nombre des arrestations et les condamnations pour corruption dans un pays donné. La principale difficulté dans cette approche, bien sûr, était l'erreur de mesure: plus l'autorité était vigilante, plus il y avait des arrestations et des convictions produisant un index de corruption qui était presque complètement indépendant par rapport au niveau de la corruption elle-même. Par exemple, dans les gouvernements très corrompus, il n'y a peut être presque pas d'application et par conséquent peu de rapport de corruption, tandis que dans ces gouvernements « soi disant propres », il peut y avoir de fréquentes arrestations et des condamnations même pour des infractions mineures. La plupart des pays ont abandonné cette approche.

Pour surmonter le problème de mesure inhérent à l'utilisation des registres officiels, deux nouvelles approches ont été adoptées – chacune avec ses propres limites, toutefois. La première (celle de Transparency International (TI)), basée à Berlin, avec son index annuel de perception de la

⁸ Cette section s'inspire de Seligson, Mitchell A. "The Impact of Corruption on Regime Legitimacy: A Comparative Study of Four Latin American Countries." *Journal of Politics* 64 (2002): 408-33.

corruption (CPI) est très respectée et utilisée partout. TI est doué pour attirer l'appui du public pour les programmes anti-corruption et encourager la transparence et la responsabilité au sein du gouvernement, et l'USAID a donné un appui financier et technique important dans le cadre de leurs programmes de niveau mondial. Récemment, l'index s'est largement fortifié grâce à l'utilisation de diverses sources de données et des moyennes pluriannuelles qui augmentent la précision de la mesure⁹. Le CPI reste la mesure la plus employée pour la corruption, apparentée à la Freedom House pour la mesure de la démocratie. Beaucoup d'économistes se fient au CPI quand ils étudient l'impact de la corruption sur la croissance et l'investissement.

On peut trouver les résultats de l'index de TI pour l'Amérique latine en 2002 dans le Graphique 1. L'index va de 10, où le pays est considéré comme étant « vraiment propre » à 0, pour les pays qui sont considérés comme "extrêmement corrompus". Le rapport 2002 aligne 102 pays et trouve 70 pays, parmi lesquels beaucoup de pays les plus pauvres du monde, avec des points au-dessous 5 sur 10. Pour comparer, il est important de noter que les pays qui ont un point supérieur à 9 sont la Finlande, le Danemark, la Nouvelle-Zélande, l'Islande, Singapour et la Suède. Comme l'on voit dans le Graphique 1, aucun pays d'Amérique latine ne marque un point aussi élevé, avec le Chili qui a la note le plus élevée 7,5. Seul un autre pays marque au dessus de 5, l'Uruguay (5,1) tandis que tous les pays latino-américains sont pires, les plaçant parmi les 70 pays de la queue. Il est évident, d'après cette information que la corruption en Amérique latine, du moins telle qu'elle est mesurée par l'index de perception de TI, est un problème sérieux.

Tout aussi révélateurs que ces résultats puissent sembler, nous devons considérer leurs limitations. Les notes sont basées sur les séries d'études effectuées par différentes organisations et incluent une mesure provenant de l'Economist Intelligence Unit, le Price Waterhouse Cooper's Opacity Index, ainsi que des données de Freedom House. Ces sources de données reposent lourdement sur les impressions des hommes d'affaire, ce qui est une assez bonne source de données, quoique limitée. La grande force de ces sources de données constitue aussi une faiblesse. Elle exploite les perceptions des individus dans le monde des affaires internationales et donc bons dans l'évaluation des transactions commerciales, mais ils sont faibles pour exploiter la gamme complète des activités des citoyens des pays évalués. Ce ne sont pas des activités commerciales et donc exigeant une autre sorte de données. En plus, le problème avec les données provenant de telles sources est qu'il est difficile de séparer le stéréotype de la réalité. Ces indices n'essaient pas d'indiquer la fréquence d'incidences réelles de pots-de-vin dans les pays étudiés, mais la *perception* des pays par les répondants. Bien sûr, il se peut que cela soit basé sur leur propre expérience ou sur celles qu'ils ont entendues à propos d'un pays précis. Dans le cas de Madagascar, le CPI n'est basé que sur quelques sources d'information externes. Considérons un autre cas que nous avons analysé en détail, à savoir celui du Paraguay - longtemps considéré par la plupart des experts de l'Amérique latine comme un pays endémiquement corrompu. C'est aussi un pays qui dispose de peu d'investissements étrangers et très peu d'arrangements d'affaires internationales. Selon la Banque Mondiale par exemple, le flux net du capital privé pour le Paraguay en 2000 était un passif de \$ 16 millions et le total de l'investissement direct étranger au Paraguay était seulement de \$ 82 millions dans une économie de PIB de \$ 6,9 milliards. Les investissements directs étrangers au Paraguay se montent seulement à près de 1% du PIB, un niveau de 1/6 par rapport à son voisin le Brésil. Combien des répondants dans les études sur les opérateurs utilisés par les sources de données et dont les perceptions étaient incorporées dans le CPI avaient réellement fait des opérations au Paraguay ? Il y a de fortes chances que pas beaucoup. Au contraire, il semble que les mesures du Paraguay soient basées sur un stéréotype qui peut ou ne peut pas être étroitement lié à la réalité. De plus, alors que TI obtient ces données à partir de 15 sources différentes, les résultats du Paraguay émergent de 3 sources uniquement, parce que si peu de sources de données ont un échantillon d'hommes d'affaire et de femmes d'affaire suffisamment grand permettant au Paraguay de gagner un point. La Finlande d'autre part avec une population presque identique à celle du Paraguay a été

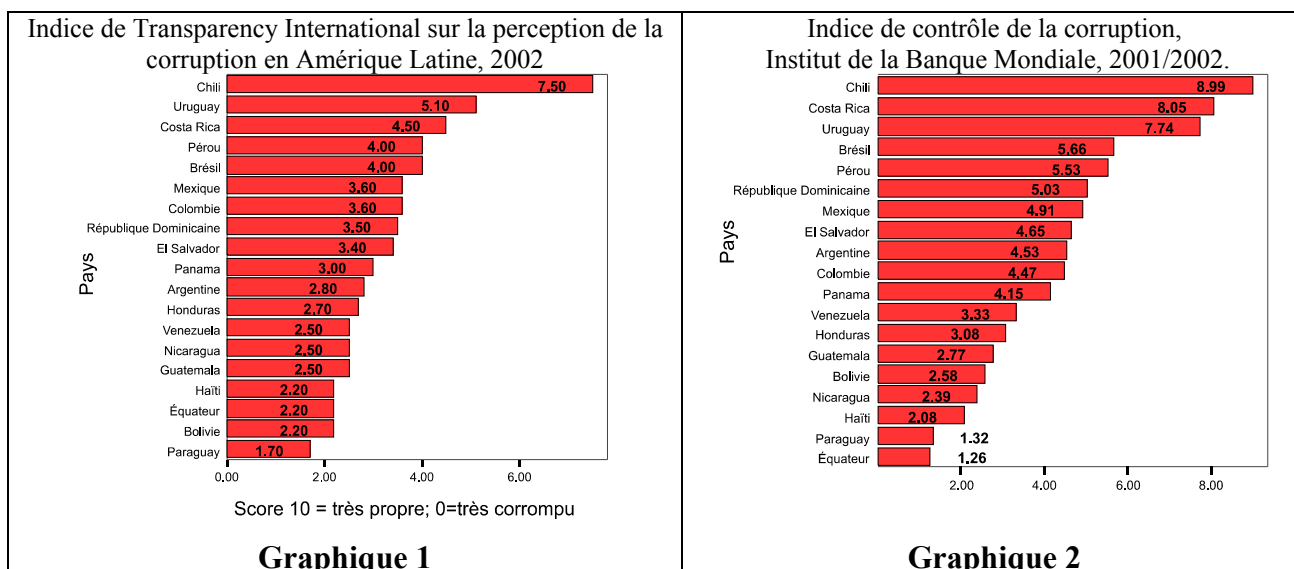
⁹ Ces efforts sont expliqués en détail dans le TI site web. Le document spécifique qui présente les questions méthodologiques est www.transparency.de/documents/cpi/cpi_framework.html.

évaluée à partir de huit sources. En effet si on examine de près le nombre de sources utilisées pour l'Amérique latine, on découvre qu'à l'exception des plus grands et des plus riches, la plupart ont été notés par une poignée de sources, ce qui mène à avoir des doutes quant à la fiabilité de l'information.

Il existe une autre complication supplémentaire avec le CPI: il peut souffrir d'un « problème d'endogénéité. » C'est que les résultats du CPI peuvent être fortement influencés par des facteurs autres que l'observation directe des participants. Considérons le cas de l'Argentine. En 1995, quand « l'Argentine était l'enfant chéri de la communauté du développement », ayant avancé rapidement dans les programmes de privatisation, elle a obtenu une cote de 5,2 sur une échelle de 0 à 10 par TI. En 2002, toutefois, l'économie argentine était en ruine, et sa cote a chuté à 2,8. Si l'Argentine a retenu sa cote de corruption de 1995, elle aurait été classée deuxième dans toute l'Amérique latine et parmi les premiers pour les pays en développement. Mais jusqu'en 2002, elle a chuté pour atteindre la moitié inférieure en l'Amérique latine. Est-ce que cette chute précipitée dans l'index reflète une augmentation putative de corruption, fonction d'une croissance soudaine réelle de la corruption ou est-ce que ceux qui ont répondu aux enquêtes de CPI commencent à noter un manque de logique entre la faiblesse de la performance économique basse et les points de TI raisonnablement faibles aux niveaux de corruption ? Si c'est le cas, il se peut que les niveaux de corruption en 2002 ne soient pas en réalité très différents de ce qu'ils étaient en 1995, mais que les répondants de l'enquête de TI sentaient qu'ils avaient besoin d'ajuster leur note de corruption pour correspondre au niveau de la performance économique de l'Argentine. En d'autres termes il est probable que la mesure de corruption de TI sur l'Argentine n'a pas décliné, non parce que la corruption a augmenté, mais parce que la faible performance de l'économie indiquait aux observateurs que la corruption doit être plus élevée qu'ils ne l'avaient cru. D'autre part, si nous supposons que l'index TI pour l'Argentine avait réellement accusé une augmentation soudaine en matière de corruption pendant la période 1995-2002, cela impliquerait alors que ce qui a ralenti réellement la croissance et a augmenté la corruption. Toutefois, la logique de la recherche de la Banque Mondiale et d'autres est justement le contraire : à savoir, le niveau élevé de la corruption retarde le développement. Si la mauvaise performance économique est la cause de la corruption plutôt que l'inverse, alors, les programmes anti-corruption ne seraient pas pertinents car la solution à la corruption serait de pousser la croissance économique.

Ces dernières années, une alternative largement utilisée pour la mesure TI a émergé de l'Institut de la Banque Mondiale (WBI) qui était de sortir des séries d' "indicateurs de gouvernance" qui comprennent une mesure de « contrôle de corruption¹⁰ . » Ces indicateurs sont largement cités comme étant les meilleures mesures à la disposition du gouvernement national. Les résultats pour l'Amérique latine se trouvent dans le graphique 2 les mêmes résultats peuvent être répliqués pour l'Afrique. Est-ce que nous apprenons quelque chose de nouveau à partir de ces données que nous ne savions pas à partir de la mesure TI ? Il est certain d'après la comparaison avec les résultats TI cités dans le graphique 1 qu'il y a une correspondance très étroite entre les deux scores. En effet, la corrélation du rang-ordre (le *rho* de Spearman) entre les deux mesures est presque parfaite à 0.96. Il est rare en sciences sociales d'avoir des résultats aussi consistants dans les index basés sur la perception et nous avons l'impression d'une grande précision de mesure dans ces deux sources apparemment indépendantes. Un examen minutieux de ces deux sources révèle que, toutefois, la plupart repose sur les mêmes sources desquelles on dérive leur index, expliquant pourquoi ils arrivent à des conclusions similaires. Les problèmes notés avec le CPI se trouvent également auprès de la mesure de « contrôle de la corruption » de la WBI.

¹⁰ Ces données sont disponibles dans <http://www.worldbank.org/wbi/governance/govdata2001.htm>. Les originaux de ces données sont listés comme classement de pourcentage 0-100 et ont été converti ici en 0-10 score correspondant au format CPI 0-10



La leçon qu'on tire de cet examen du CPI de TI et du WBI est qu'on doit interpréter les résultats soigneusement, tout en reconnaissant qu'ils sont probablement à l'heure actuelle les meilleures mesures disponibles pour un classement mondial. Si l'on veut avoir une notion générale du niveau de la corruption dans un pays, ces mesures sont, du moins aujourd'hui, la meilleure source. Elles permettent aux agences internationales de cibler les pays au niveau de corruption élevé bien sûr et peuvent constituer un instrument important pour les investisseurs qui veulent savoir à quoi ils feront face s'ils investissent dans un pays spécifique. Toutefois, les mesures sont malheureusement d'utilité limitée pour ce que l'USAID, par exemple, est en train d'accomplir dans le cadre de ses programmes de transparence et de lutte contre la corruption parce qu'elles *donnent seulement une mesure d'ensemble nationale, sans ventilations par type ou lieu de corruption*. Ces mesures ne révèlent pour aucun de ces pays les plus susceptibles d'être affectée par la corruption – rendant difficile d'élaborer un coût effectif et stratégie anti-corruption. De même une mesure globale pour un pays ne permet pas aux praticiens du développement de mesurer l'impact d'un programme anti-corruption spécifique. Frustrantes aussi sont les mesures de TI et de WBI sont limitées, du fait qu'elles sont présentées comme des notes relatives (c'est-à-dire rangs et perceptions¹¹). Considérons la situation où la tendance au niveau mondial est en train de s'améliorer et que chaque pays a fait mieux d'une année à une autre, si les autres ont aussi amélioré, on donnera l'impression que le pays en question a stagné. De plus, les mesures nationales de corruption ne permettent pas d'étudier les régions ou groupements de pays. Il devient impossible de savoir si la corruption mine en réalité la confiance dans le système politique, comme la Banque Mondiale l'affirme, ou s'il a des impacts positifs que Huntington lui confère. Par ailleurs, toutes les mesures de corruption ne permettent pas l'examen des régions ou des groupements au sein d'un pays. Il est risqué de supposer que la corruption est uniforme dans tout un pays, et les données dans cet article démontreront qu'en fait ce n'est pas le cas. Si une organisation nationale ou un bailleur de fonds veut ensuite cibler certains groupes de points chauds géographiques de corruption, par exemple, des mesures d'ensemble nationales comme le CPI ne sont pas utiles. Si une organisation nationale ou un bailleur de fonds veut cibler certains groupes sur une base géographique, socio-économiques, ou professionnelle, le CPI ne peut pas aider.

Comment solutionner le problème de trouver une mesure de corruption qui soit à la fois valide et sous- nationale ? Une nouvelle approche a été élaborée par Susan Pharr de Harvard qui

¹¹. Comme discuté en détail dans les articles joints, les *positions relatives* des pays concernant ces indicateurs sont sujets à de marges d'erreur qui sont nettement indiquées dans les fichiers de données et les graphiques téléchargeables ci-dessous." Un réviseur de cet article pense que les mesures de la BM sont des échelles objectives", lorsqu'en fait, la BM affirme sur son site web que les indicateurs "reflètent la compilation statistique de la *perception*" de la qualité de la gouvernance d'un grand nombre d'entreprises, citoyens et d'experts dans l'enquête." Ces mesures ne devraient pas être confondues avec les études de la BM sur les expériences de corruption.

construit un index basé sur les reportages relatifs à la corruption¹² dans les journaux. L'avantage de cette méthode est que les articles des journaux rapportent où la corruption a eu lieu et qui est inculpé dans l'affaire. Malheureusement, cette mesure à elle seule ne peut surmonter le problème de la validité. Les accusations reportées dans l'article peuvent être purement l'invention du personnel du journal, pour qui les motivations de l'accusation viennent d'un désir d'augmenter sa circulation à un effort d'affaiblir une partie ou un candidat et appuyer un autre. En plus, le journal peut publier des histoires sur des prétendus actes de corruption parce que le journal est « sponsorisé » par quelques groupes politiques ou groupe d'opérateurs qui veulent que leurs adversaires soient mal vus. L'exemple classique à ce propos vient du Mexique où on a découvert plus tard qu' Excelsior, pendant une dizaine d'années considéré comme étant le « journal de référence » là-bas, avait été sur la liste des salariés du PRI (le parti au pouvoir) depuis des décennies.

Mesurer la victimisation par la corruption.

On a récemment développé une méthode plus prometteuse qui surmonte largement à la fois les limitations de ces méthodes mentionnées auparavant, et c'est celle que nous recommandons pour Madagascar. La nouvelle approche s'est inspirée des études sur la victimisation de crime qui sont devenues le pilier des investigations sociologiques dans le crime. Les criminologues ont reconnu depuis longtemps que les rapports officiels de crime ne sont pas fiables à cause de la probabilité de manipulation des données. Les responsables de la police qui veulent des nouvelles voitures de ronde auprès de leurs gouvernements locaux ont vraiment motif solide pour justifier la demande en donnant des « preuves » qu'une vague de crimes a touché la ville. Pour élaborer cette preuve, le responsable de la police peut dire à ses officiers de devenir spécialement agressifs dans l'application de la loi ou bien il se peut que les chiffres aient été inventés. Autrement, les politiciens qui veulent s'octroyer le mérite du succès du combat contre le crime veulent faire apparaître que le crime est en déclin, que l'augmentation des salaires pour la police peut subtilement devenir conditionnelle avec une politique moins agressive.

Afin de vaincre ces problèmes intraitables, les criminologues devront avoir confiance aux études de repréailles qui donnent en général un indice plus précis des taux de criminalité¹³. Cette approche est l'aspiration au mouvement actuel d'utiliser les études de la population nationale pour estimer les niveaux de corruption. Sur le plan international, cette approche a été lancée par le Centre des Nations Unies pour la Prévention du Crime International. Mise en oeuvre en 1987, l'étude de victime de crime international (ICVS) compte aujourd'hui 55 pays avec des échantillons qui se situent entre 1 000 et 2 000 répondants par pays. En 1996, pour la première fois, une question a été incluse dans les études des sévices dues au pot-de-vin.

L'approche des Nations Unies représentait un bon début mais un ensemble de questions plus larges est préférable car les projets anti-corruption demandent plus d'informations détaillées concernant la nature et le niveau de la corruption qu'une seule question ne pourrait donner. C'est précisément la raison derrière l'approche que Vanderbilt University LAPOP a commencé à appliquer en 1996 et que la Banque Mondiale commençait à l'utiliser en 1998. Ces efforts qu'on peut aussi poser en passant sur la *perception* de la corruption sont axés sur l'expérience du citoyen actuel (c'est-à-dire victimisation) avec la corruption dans le secteur public. Une révision de cette approche utilisée par la Banque Mondiale a été présentée sous forme de communication (Kaufmann 1998). Les études de la Banque Mondiale ont été menées au Nicaragua, Honduras, et récemment,

¹² Pharr, Susan J. "Officials' Misconduct and Public Distrust: Japan and the Trilateral Democracies." In *Disaffected Democracies: What's Troubling the Trilateral Countries?*, edited by Susan J. Pharr and Robert D. Putnam, 174-201. Princeton: Princeton University Press, 2000.

¹³ Les taux de l'homicide, cependant, servent d'indicateurs fiables d'une forme de crime extrême. Seuls dans des endroits comme l'Afrique du Sud sous le régime apartheid, où le meurtre de noirs ne faisait pas souvent l'objet d'un rapport de la police, ou dans des pays en guerre civile où les fonctions de prise de notes se sont complètement détraqués, ce n'est que là que ces taux sont ne sont pas fiables.

Équateur et en 2003 ont été menées dans d'autres pays dans le monde¹⁴. Les enquêtes de la Banque Mondiale contiennent généralement des échantillons de public national, mais comprend également des échantillons spécialisés des entreprises utilisatrices de service et des agents de l'État. De ce fait, ils peuvent attaquer la corruption à partir de divers angles. De plus, la Banque Mondiale a fait des efforts pour calculer le coût de la corruption en demandant aux répondants d'indiquer la valeur du pot-de-vin sollicité ou payé. Les études de la Banque Mondiale, toutefois, n'incluent pas les questions concernant les attitudes à l'encontre de la démocratie, si bien qu'il est impossible de voir comment la corruption pourrait toucher la démocratie.

À Vanderbilt University, l'effort consiste à mesurer la corruption et son impact. La corruption est mesurée à travers une expérience personnelle directe. Au cours d'une étude publique d'opinion des valeurs démocratiques et comportements, qui est généralement appliquée à un échantillon de probabilité (c'est-à-dire échantillonnage aléatoire) de la nation étudiée, un module de questions sur l'expérience de la corruption a été développé et affiné depuis sa première application en 1996¹⁵. Dans cette approche, on demande aux répondants une série de questions rapportant leur expérience avec la corruption pendant l'année qui précède l'étude. On peut essayer une étude qui couvre un cadre temporel plus long, mais la fiabilité de la mémoire est non seulement problématique pour des périodes longues, si la commission anti-corruption de Madagascar essaie de réduire la corruption à travers un projet spécifique, il est particulièrement important de limiter le temps pour que l'impact du projet puisse être repris dans les mesures ultérieures. Ces études incluent donc la « Variable indépendante » clé (c'est-à-dire : la victimisation de la corruption) et la « Variable dépendante » clé (c'est-à-dire : la confiance dans le système gouvernemental) de sorte que l'impact du premier sur ce dernier peut être mesuré, en contrôlant les autres facteurs (par exemple, répondant, revenu, éducation, genre, région, affiliation de parti, etc...).

On décide des formes de corruption mesurées selon les groupes cibles et celles-ci sont celles jugées les plus communément expérimentées en Amérique latine. Les rubriques varient d'un questionnaire à l'autre, mais les questions suivantes sont communes à un certain nombre d'entre elles :

- arrêté par un policier pour une fausse infraction à la loi.
- interpellé pour payer un pot-de-vin¹⁶ à un policier
- témoin d' un pot-de-vin payé à un policier ;
- témoin d' un pot-de-vin payé à un fonctionnaire;
- demandé à payer une somme illégale pour faire une transaction au gouvernement local
- demandé de payer un pot -de- vin au travail ;
- demandé de payer un pot-de-vin à la cour;
- payer des pots-de-vin pour une utilité publique afin de ne pas payer l'entière facture ;
- demandé de payer un pot -de -vin dans le système éducatif et
- demandé de payer un pot-de-vin pour des services de santé public/système hospitalier....

¹⁴ Voir Comité Nacional de Integridad et World Bank-CIET International. 1998. *Encuesta nacional sobre integridad y corrupción en la administración pública: Encuesta de hogares*. Managua. Voir aussi World Bank Institute. "Ecuador: Governance and Anticorruption Empirical Diagnostic Study; Evidence from Surveys of Households, Enterprises, and Public Officials." Washington, D. C.: World Bank, 2000.

¹⁵ Les enquêtes qu'on rapporte dans ce projet sont tous des échantillons effectués à différents moments de 1998 à 2002 au El Salvador, en Équateur, au Paraguay et en Bolivie. On est actuellement en train d'ouvrir un site web où ces données sont accessibles facilement. Chaque échantillon a entre 2 500 et 3 000 répondants, sauf pour le Paraguay qui n'en a que 1 463. La première enquête au Nicaragua a été effectuée avec Casals & Associates. Je voudrais remercier Dr Sergio Diaz-Briquets de Casals, Vice-Président de Casals & Associates et Dr Andrew Stain, aujourd'hui au Département d'Etat, pour leur assistance au début des travaux. Dr Orlando Pérez de Central Michigan University a assisté dans des études plus récentes au Honduras et en Équateur.

¹⁶ Le mot pour "pot-de-vin" en espagnol diffère d'un pays de l'échantillon à l'autre. En Amérique Centrale, l'étude a généralement utilisé le mot "mordida" tandis qu'en Amérique du Sud le terme "coirna" a été utilisé. Dans les deux régions, cependant, l'autre terme "sohorno" a été utilisé.

Le lecteur notera que la plupart des rubriques dans ces séries focalisent sur la corruption directement vécue par les répondants mais que certains portent sur les observations des répondants quand les pots-de-vin ont été payés par des tiers. Nous l'avons qualifié de « corruption indirecte » ou « corruption par procuration ». Dans chaque pays où l'étude a été effectuée, il a été constaté que le vécu personnel avec la corruption est moins fréquent que la corruption indirecte ou la corruption par procuration. La raison en est qu'il se peut que les individus ne rapportent pas tout de leur propre expérience avec la corruption par peur que ce rapport ne les conduise à des problèmes judiciaires. La focalisation de recherche en groupe a montré qu'un problème de "sous-rapport" existe mais il est limité. D'autre part, dire qu'on a vu quelqu'un payer un pot-de-vin pourrait être une façon de rapporter réellement sa propre expérience de pot-de-vin avec l'avantage de pouvoir se rétracter. Or, il est possible que ces rapports sur l'observation de corruption pourraient être exagérés - rapportant plus sur la perception que la réalité. Dans l'analyse des données dans cet article, l'intérêt porte presque entièrement sur les expériences directes avec la corruption.

Une seconde observation à propos des séries de questions relève de la corruption dans les écoles et dans la santé publique. Les recherches sur le groupe d'intérêt démontraient que les usagers de ces services ont tendance à très bien connaître les règles du jeu. Si par exemple, l'éducation primaire est sensée être gratuite, beaucoup de citoyens considèrent qu'elle est corrompue si les enseignants demandent des frais, même si ce sont des frais pour acheter des livres ou matériels qui devraient venir de l'Etat. Pour cette raison les séries de questionnaires originales se réfèrent à des "paiements impropres" dans les écoles ou les cliniques de santé. Toutefois, quelques critiques à ces questions ont suggéré que ces paiements n'étaient par vraiment des signes de corruption mais plutôt une réflexion sur la mauvaise situation du financement public des services humanitaires. Afin de focaliser directement sur la corruption elle-même, ces éléments ont été changés dans les plus récentes administrations de questionnaire et on a abandonné le terme "paiements impropres" pour le remplacer par « pot-de-vin ». Ce changement a été le résultat d'une légère diminution du nombre des actes de la corruption rapportés dans le service de santé et une diminution plus marquée dans les rapports sur des actes de corruption à l'école. Et même avec ces ajustements, les niveaux restent malheureusement élevés comme indiqué ci-dessous.

L'analyse des données de la victimisation a été menée des deux façons suivantes. Premièrement quand la forme particulière de la corruption est l'intérêt (peut être pour développer une campagne anti-corruption visant une forme particulière de corruption) chaque rubrique est choisie pour être analysée de sorte que la forme particulière de corruption peut être mise en exergue. La deuxième approche consiste à former une échelle globale de la corruption de sorte que les expériences totales peuvent être examinées et reliées à leur impact sur les variables individuelles, telle que la légitimité politique. Quand elle est formée comme une échelle, on trouve que les rubriques sont fiables (Cronbach Alphas de près de 0,75 selon le pays).

Limites de la Mesure de la victimisation par la corruption

Aucun système pour mesurer les attitudes ou les comportements n'est sans limite, et la mesure de la victimisation par la corruption souffre des deux, ce qui sera relevé ici.

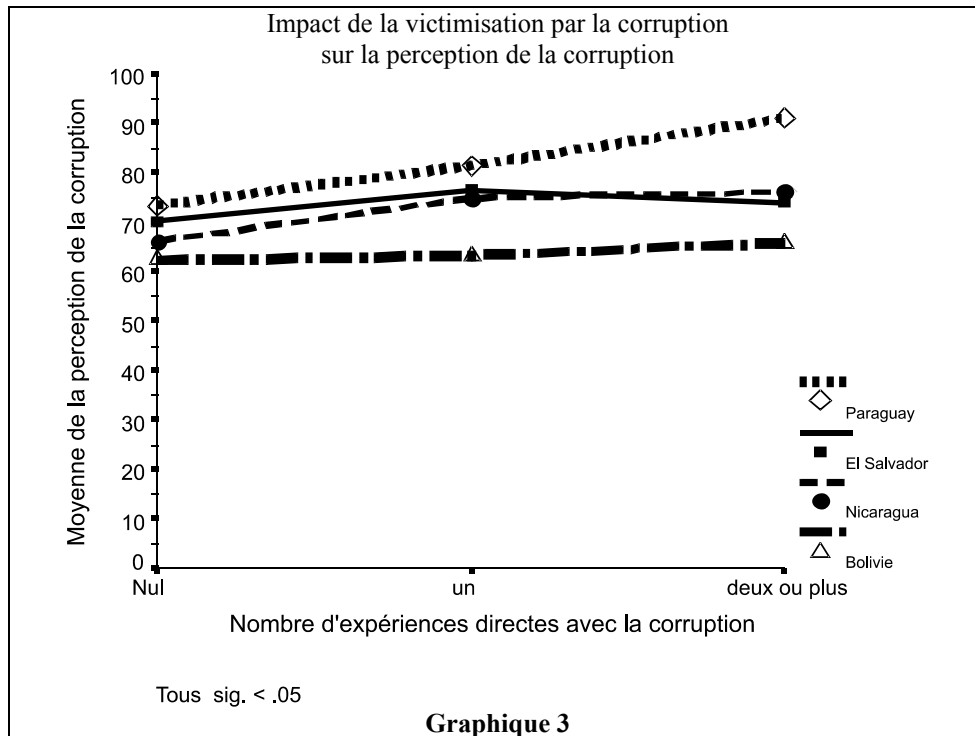
Est-ce que tous les répondants ayant vraiment payé un pot-de-vin sont des « victimes ? » Peut-être que les payeurs de pot-de-vin ne sont pas tous des victimes, mais sont en fait des participants consentants dans la transaction, cherchant délibérément à contourner les règles et réglementations pour atteindre leurs propres objectifs. De tels individus ne peuvent pas alors être « victimes » mais sont des « clients » consentants dans un rapport de patron/client avec le preneur du pot-de-vin. En revanche, si le système était *équitable* et *efficace*, il n'y aurait pas de raison pour les citoyens de devenir des clients. Si la police n'avait pas arrêté régulièrement des automobilistes qui n'ont rien fait de mal en Amérique latine, alors il n'y aurait eu aucune raison d'offrir de payer un pot-de-vin. De la même façon, dans les exemples, quand l'automobiliste commet réellement une infraction de circulation et cherche à éviter une contravention et l'amende correspondante, un agent

de police honnête ne demanderait pas ou n'accepterait pas un pot-de-vin. Si le secteur public était juste et efficace, les gens pourraient obtenir facilement le service. Ils cherchent (par exemple, un permis auprès de la commune) et il n'y aurait aucun besoin de payer un pot-de-vin. En outre, si on cherchait à éviter de payer des droits élevés légalement établis pour un service et que les fonctionnaires étaient honnêtes, aucun pot-de-vin ne serait accepté. Bref, tant qu'il est toujours possible de considérer les « victimes » de la corruption comme des « partenaires » dans la corruption, la corruption serait en grande partie futile si ce n'est pour l'inefficacité et complicité d'un secteur public corrompu.

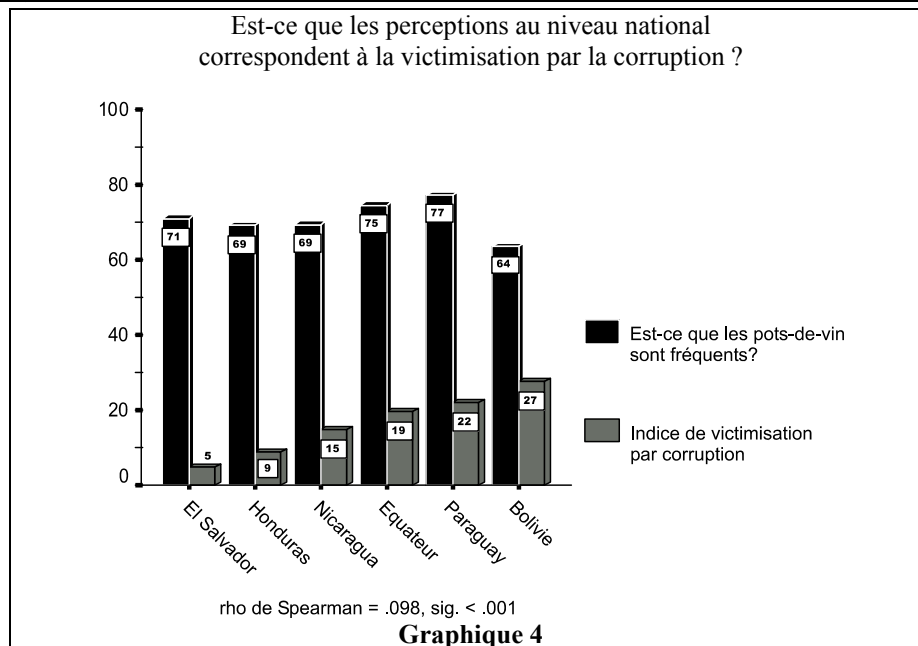
L'approche de l'étude est défectueuse parce qu'elle mesure seulement la petite corruption, mais elle est incapable de mesurer beaucoup des grandes corruptions. Cette critique est valable, mais seulement à un degré limité. Il est vrai que les études du public ne mesurent pas—et n'essaient pas non plus de mesurer—la grande corruption (par exemple, les pots-de-vin payés aux ministres ou aux législateurs). Mais, ce serait une grave erreur d'imaginer que cette petite corruption ne correspond pas fortement au degré de corruption au sommet. Il n'est simplement pas raisonnable d'imaginer qu'un système politique qui est très corrompu au niveau de transactions quotidiennes (police, gouvernement local, écoles, banques, etc.) serait propre au sommet. De la même façon, il est difficile d'imaginer la situation inverse avec des cadres administratifs très corrompus combinée avec une absence de corruption dans la rue. Puisqu'il n'y a aucune façon raisonnable de mesurer la grande corruption directement (ou plutôt, seulement la perception de cette corruption), l'approche de victimisation utilisée par Vanderbilt University peut être le meilleur instrument disponible actuellement.

Perception et victimisation par la corruption: Est-ce qu'elles sont reliées?

Les études sur la corruption-victimisation posent toujours au répondant au moins une question sur sa perception de la corruption et par voie de conséquence prévoit un test sur la liaison putative entre perception de la corruption (la base du TI Corruption Perception Index) et effet de la corruption ressentie par les résidents des pays dans la série TI. Est-ce que les deux sont liés ? Oui et non. En examinant le graphique 3, on peut voir qu'à mesure que la victimisation de la corruption augmente, il y a augmentation considérable dans la perception de la corruption de la part des individus dans les pays inclus dans cette série. Il est encore important de ne pas exagérer cette découverte parce que sur une échelle de 0-100, pour les quatre pays de cet échantillon, les 60 à 70 % des personnes sondées n'ont aucune expérience de la corruption pendant les douze mois précédant l'enquête. En d'autres termes, bien que la population enquêtée n'ait pas été directement affectée par cette corruption, au moins une année avant l'enquête, ils s'aperçoivent généralement d'une expansion de la corruption dans leurs pays. Par contre (sauf au Paraguay), même parmi ceux qui ont été victimes deux ou plusieurs fois l'année précédente, le taux de la hausse de la corruption reste faible, généralement moins de 10 points sur une échelle de 100 points. Ceux qui font confiance à la perception de la corruption restent les plus inquiétants, comme le cas de l'El Salvador, ceux qui ont été victimes.



Ces conclusions nous recommandent d'être très prudents quant à l'estimation de la corruption basée sur la perception ou sur l'expérience, car les deux manquent de rigueur. De plus, dans des pays où des efforts majeurs de réduction de la corruption réussissent, il se pourrait vraiment que ces campagnes ne fassent qu'éveiller la conscience sur la pratique de corruption et par conséquent peuvent produire un accroissement de la perception de la corruption précisément au moment où la corruption réelle diminue. Le point devient même plus évident dans le graphique 2, où un effort direct a été fourni pour voir comment une mesure basée sur la perception correspond à l'expérience de la corruption réelle. Comme il est évident dans les résultats, bien que la corruption varie considérablement d'un pays à l'autre dans l'échantillonnage sur six pays, la perception a seulement un rapport faible au niveau de ceux qui ont été victimes. Si on utilisait la perception comme instrument de mesure, par exemple, on conclurait qu'il y a plus de corruption à El Salvador qu'en Bolivie, alors qu'en fait c'est nettement l'inverse. La position actuelle de ces pays montre que celle de la Bolivie est encore pire que celle d'El Salvador, alors que le score de Bolivie est de 2,2 sur l'échelle de 1-10 (Voir graphique 4), L'El Salvador marque des points seulement légèrement supérieurs avec 3,4. L'échelle des victimes de corruption sur le graphique 2 montre que la Bolivie a un niveau de corruption quatre fois plus élevé par rapport à celui d' El Salvador.

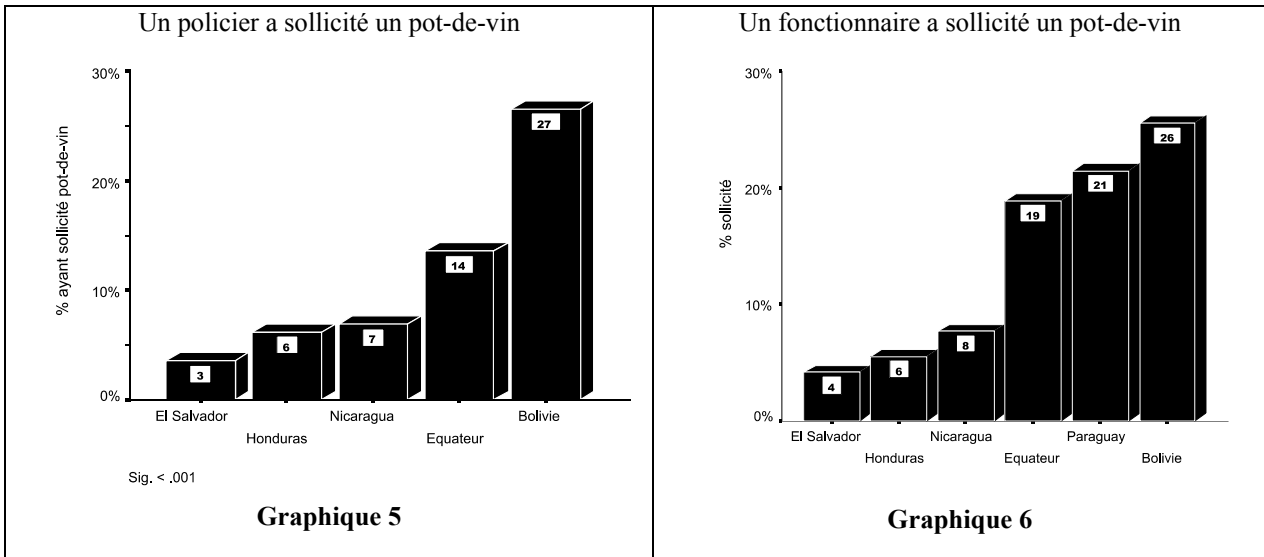


Cependant, ces comparaisons ne font pas que les index produits par TI et la Banque Mondiale sont obsolètes, étant donné qu'ils sont actuellement les seuls disponibles pour de nombreux pays. Cependant, en utilisant ces mesures générales pour les projets de développement spécifiques de l'USAID, on doit prendre beaucoup de précautions sinon ces mesures de perception seraient réifiées.

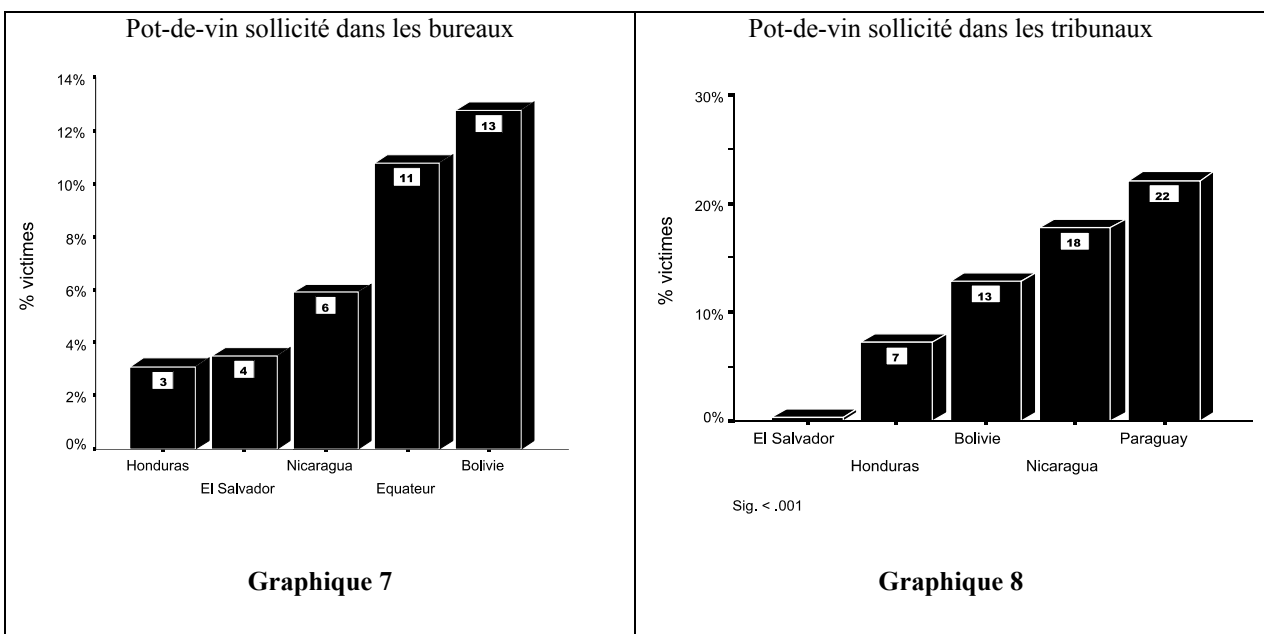
Les victimes de la corruption dans six pays latino-américains Quelle en est la fréquence ?

Les enquêtes en Amérique latine montrent l'expansion et l'émergence de la corruption, sous différentes formes, certaines plus vécues que d'autres. Cet article qui met l'accent sur une petite portion des données seulement à cause des contraintes espace, se concentre plutôt sur les victimes de la corruption plutôt qu'aux corruptions observées.

Un moyen très typique par lequel la corruption affecte des Latino-américains se trouve à travers les responsables eux-mêmes qui devraient être impliqués dans la lutte contre la corruption, à savoir la police. Les résultats dans le graphique montrent que sur quatre boliviens, un a été arrêté (interpellé) annuellement par un agent de police et on lui a demandé de payer un pot-de-vin. Par contre, cela arrive seulement à 3% de la population au El Salvador. On a demandé à des répondants dans ces pays si on leur a demandé de payer des pots-de-vin à des fonctionnaires, et des résultats comparatifs sont montrés dans le graphique 6. Encore une fois, considérons les extrêmes. L'El Salvador a un taux de victimes de corruption de 4% et la Bolivie à un taux de 28%. Mais considérons aussi la cohérence du classement des pays; la seule différence entre pots-de-vin sollicités par la police et pots-de-vin sollicités par les « fonctionnaires» plus génériques est que dans ce dernier cas, les données sont disponibles au Paraguay où on a trouvé des niveaux de corruption inférieurs à ceux de la Bolivie, mais plus élevés par rapport à ceux de l'Équateur. Toutes les tendances qui émergent ici correspondent à la grande différence chez les victimes de la corruption de l'Amérique Centrale et celles de l'Amérique latine, la première étant bien plus faible que cette dernière.



L'enquête a aussi rassemblé des informations sur des exemples de corruption dans des cadres spécifiques. Par exemple, on a posé aux répondants des questions telles que paiement de pots-de-vin au bureau (Graphique 7). Ce qui est frappant dans les résultats relatifs à ce sujet, c'est le fait qu'ils sont nettement inférieurs à ceux de la corruption dans le secteur public (par rapport aux chiffres ci-dessus). On peut supposer que la faiblesse de ces niveaux est fonction du fait qu'un pourcentage important des répondants ne sont pas des employés (c'est-à-dire, étudiants, retraité, au chômage) et donc n'avaient pas l'occasion d'être soumis au pot-de-vin en milieu de travail¹⁶. Si, cependant l'analyse se limite aux répondants employés, les niveaux de corruption augmentent, mais pas beaucoup, menant à la conclusion que la corruption en milieu de travail n'est simplement pas aussi courante qu'elle ne l'est dans les interactions du secteur public (comme le montre le Graphique 5 et 6). Les pots-de-vin dans les tribunaux varient largement de pays en pays (Graphique 8). Dans les pays comme l'El Salvador il semble qu'ils ne sont pas très courants, alors qu'ils sont très fréquents au Paraguay¹⁷.

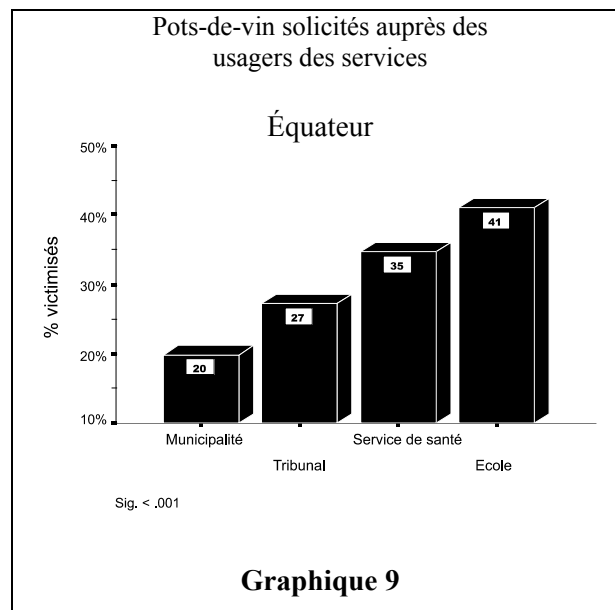


¹⁶ Quelques répondants peuvent avoir travaillé pendant les années avant l'interview. Ces individus pouvaient être sujets à certains points à la corruption, des années avant cette enquête.

¹⁷ L'Equateur est exclu de cette série car une question légèrement différente a été utilisée ici.

Récemment, le WBI s'est penché sur la corruption au niveau des utilisateurs de service. Dans les questions d'analyse jusqu'à présent, tous les citoyens sont, du moins d'une certaine manière, des utilisateurs des services de la police. Mais, pas tous (ou même la plupart) les citoyens font usage du système de tribunal. Pour se concentrer sur les utilisateurs de services publics, Vanderbilt University a récemment ajouté des questions à l'enquête.

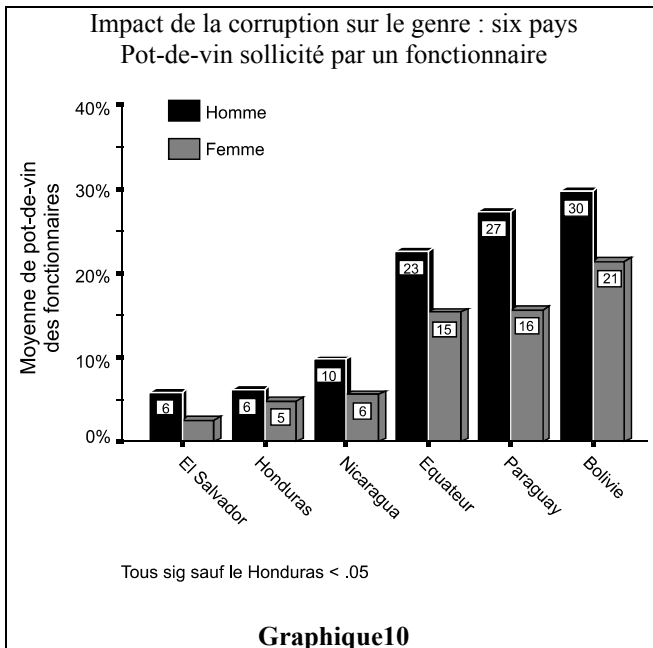
On a d'abord demandé aux répondants s'ils utilisent le service, ensuite on leur demande s'ils ont dû payer un pot-de-vin pour utiliser ce service. Les questions posées portent sur la pratique de la corruption quand on fait une transaction auprès du gouvernement local, utiliser le système judiciaire, envoyer des enfants aux écoles publiques, et accès à un service public de santé (par exemple, cliniques et hôpitaux). Les résultats en Équateur se trouvent dans le Graphique 9 et ils sont très troublants. On devrait retenir que l'Équateur s'est déjà montré comme pays à corruption élevée, du moins comparé à l'Amérique Centrale, basé sur les données de Vanderbilt University et aussi de la perspective du WBI (d'après les données de la Banque Mondiale sur la lutte contre la corruption, l'Équateur occupe le dernier rang en Amérique latine). Les résultats de l'enquête pour l'Équateur montrent qu'un cinquième des citoyens adultes qui mène une transaction avec la commune verse des pots-de-vin pour ce faire ; on a demandé au plus du quart des utilisateurs de tribunaux de verser des pots-de-vin ; plus d'un tiers des services de santé et deux cinquièmes des utilisateurs des installations de l'éducation publique y versent des pots-de-vin¹⁸³. Ces résultats sont décourageants car ils indiquent que ceux qui utilisent un service public en Équateur doivent s'attendre à devoir payer un pot-de-vin.



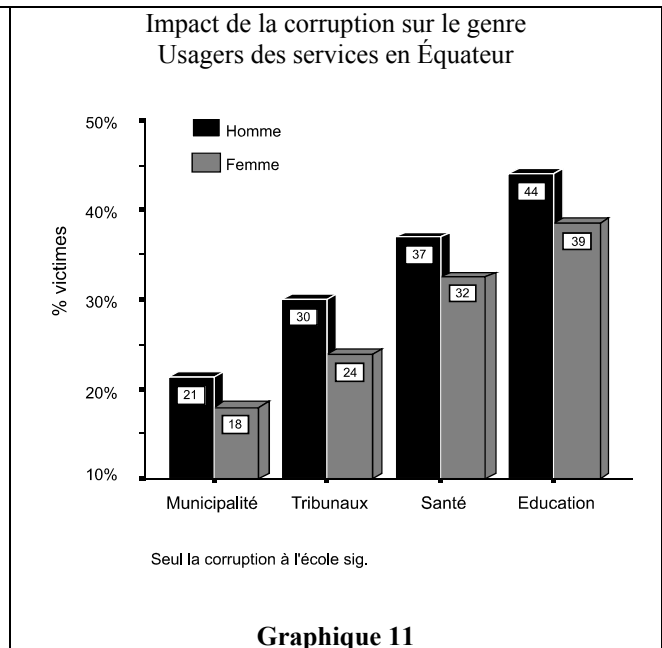
Qui sont les victimes ? Variation dans les pays

Les victimes de la corruption ne sont pas uniformes à travers les populations des pays où elle se produit. En général, les hommes sont beaucoup plus victimes de la corruption que les femmes. Comme il est montré dans le Graphique 10, dans l'article général, un fonctionnaire sollicite un pot-de-vin, dans chaque pays à l'exception de Honduras, les hommes tendent plus à être victimes de la corruption que les femmes. En El Salvador, bien que le niveau total de corruption soit relativement faible, l'intervalle est proportionnellement très grand. Cependant, la raison est qu'une grande partie des hommes font plus grand usage de nombreux services publics que les femmes. Comme le montre le Graphique 11, en Équateur où les données de l'enquête rendent possible la concentration du sous-ensemble des utilisateurs du service, l'intervalle du genre est beaucoup plus étroit et les hommes ne sont pas moins victimes que les femmes (parmi les utilisateurs de la commune, le tribunal, et les services de santé) mais seulement un peu plus susceptibles d'être victimes du système éducatif.

¹⁸ Le terme exact pour les questions relatives à l'éducation et la santé étaient des "paiements impropres" plutôt que pots-de-vin en particulier, alors que les questions sur la commune sont axées sur "les paiements requis par la loi". Dans une étude ultérieure en Équateur, on a découvert que si le mot "pot-de-vin" remplaçait ces expressions, la dénonciation de corruption diminuait quelque peu. Par exemple, dans un échantillon spécial prélevé auprès de 15 communes en Équateur (N = 4 500), la corruption sous forme de pot-de-vin était de 17,4% par rapport aux 19% rapporté dans le Graphique 11.

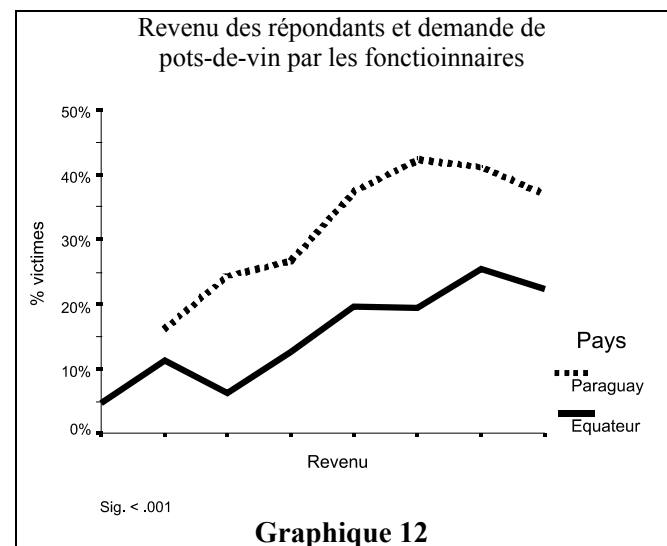


Graphique 10



Graphique 11

Ceux qui sollicitent des pots-de-vin savent où trouver les « poches profondes. ». Le Graphique 12 montre que tant que le revenu augmente, la probabilité d'être une victime de la corruption augmente brusquement⁴. Ceux qui sont les plus rémunérés sont deux ou trois fois plus passibles d'être victimes de la corruption que ceux qui ont des revenus plus faibles¹⁹. Bien sûr, ceux qui sont les plus rémunérés ont invariablement plus de transactions à faire, plus de permis et d'autorisations à demander, et par voie de conséquence, sont plus fréquemment en contact avec la bureaucratie publique. En effet, il est beaucoup plus probable qu'ils aient cherché des moyens pour payer des pots-de-vin dans le but d'acquiescer un service donné. Au niveau de ceux à revenu élevé, les victimes semblent diminuer, du moins en Équateur et au Paraguay, peut-être que les individus impliqués sont assez riches pour être à même d'utiliser l'influence politique afin d'obtenir ce dont ils ont besoin hors du système et ne doivent pas affronter la corruption proprement dite. Il se peut aussi que ceux à revenu plus grand dans l'enquête, les répondants ont plus à cacher, et par conséquent ils réduisent leur dénonciation de la corruption.



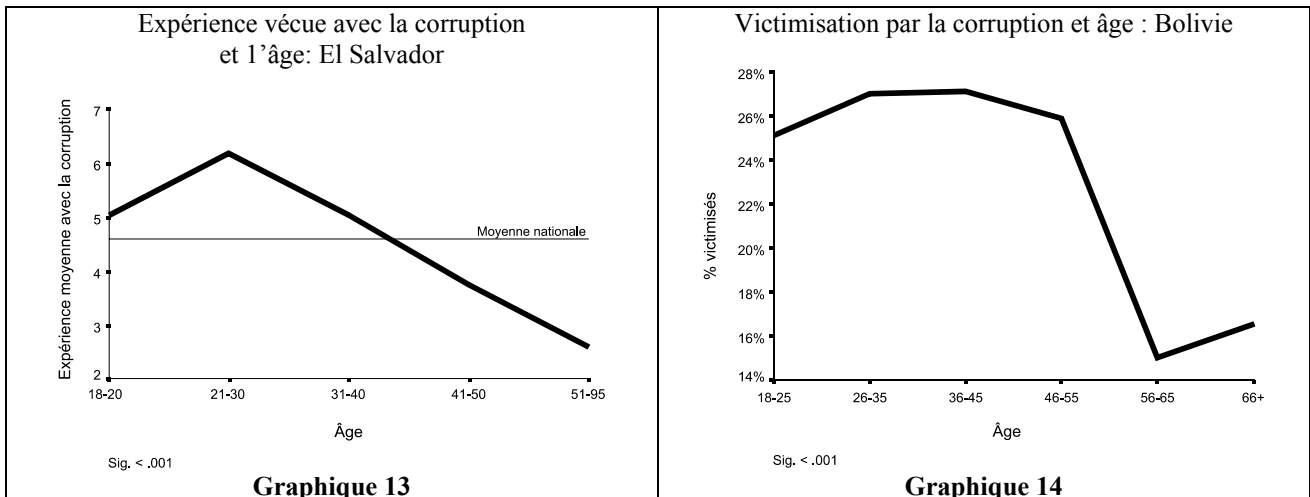
Graphique 12

Puisque les enquêtes ne mesurent pas la valeur en dollars du pot-de-vin, il se peut alors que les riches payent des pots-de-vin plus souvent que les pauvres, leurs coûts relatifs sont inférieurs à ceux des pauvres, rendant la régression de la corruption. Ceci a été un résultat des enquêtes de la Banque Mondiale.

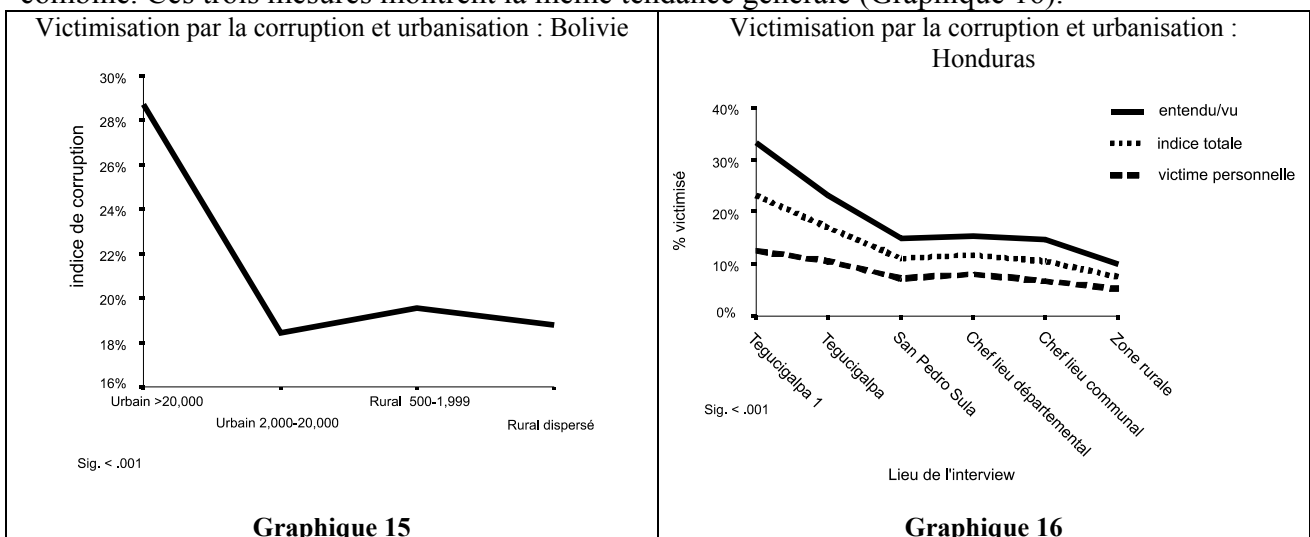
Il y a aussi un effet de cycle de vie déterminant de façon probable qui sont les victimes de la corruption. Normalement, les plus jeunes répondants dans les enquêtes sont probablement les moins

¹⁹ Cette tendance a été également notée dans d'autres pays de la série, mais l'inclusion de tous les six pays dans le graphique du Graphique 16 en rend la lecture impossible.

victimes de la corruption. Une fois qu'ils quittent la maison parentale et qu'ils sont installés dans leurs propres foyers, cependant, ils sont en plus grand contact avec la bureaucratie, et c'est alors qu'ils sont davantage victimes de la corruption. En revanche, une fois que les Latino-américains vieillissent et commencent à se retirer des engagements actifs de la plus grande société, les victimes de la corruption descendent en chute libre. En El Salvador (Graphique 13), les victimes par la corruption atteignent abruptement un pic dans la tranche d'âge de 21 à 30 ans, et après chutent rapidement. En Bolivie (Graphique 14), où en général il y a beaucoup plus de grande corruption qu'au El Salvador, le sommet est aussi atteint dans les 20-29 ans mais continue jusqu'à la période entre deux âges, où il chute brusquement.



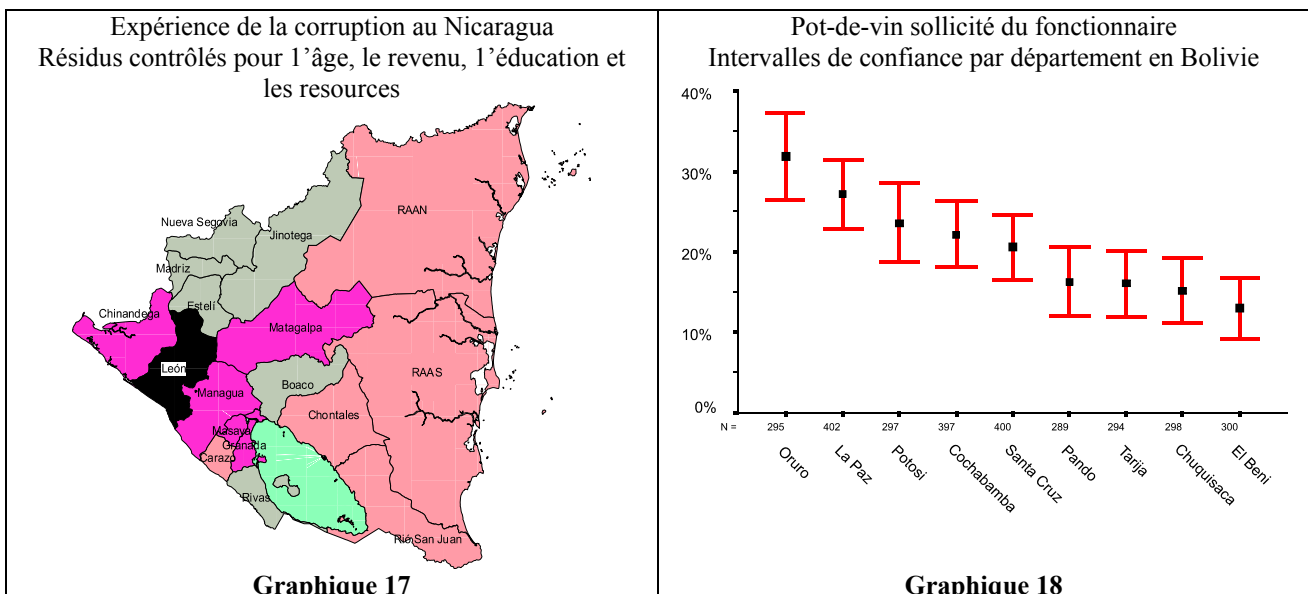
Bien qu'il y ait beaucoup d'autres modèles démographiques et socio-économiques que les victimes de la corruption suivent, un nombre dont on trouve un certain nombre dans les rapports se rapportant à divers pays LAPOP - seule un résultat important restant sera couvert dans ce bref aperçu. L'urbanisation augmente rapidement l'ouverture à la corruption. En Bolivie, la corruption est plus grande dans le monde urbain que dans d'autres localités du pays (Graphique 15). Au Honduras, on trouve le même exemple, mais dans ce cas les résultats sont comparés à trois mesures de corruption différentes : entendre ou observer la corruption, en être une victime, et un index combiné. Ces trois mesures montrent la même tendance générale (Graphique 16).



Cette tendance s'observe aussi dans d'autres pays de la série, mais la conclusion des diagrammes de ses six pays en rend la lecture difficile.

Des missions de l'USAID ont voulu cibler géographiquement les efforts de la lutte contre la corruption. Les résultats des recherches au Honduras (Graphique 16) donnent des conseils clairs les aidant à élaborer cela ; bien que Tegucigalpa et San Pedro Sula soient les seules grandes

agglomérations urbaines, le nombre des victimes de la corruption dans la région de Tegucigalpa, siège du gouvernement, est nettement plus élevé que ceux trouvés dans San Pedro Sula. La conclusion appropriée à cette découverte est que ce n'est pas l'urbanisation mais c'est la présence du gouvernement qui apporte un impact majeur aux niveaux de corruption. Mais, il est important de ne pas perdre de vue les autres facteurs, y compris les traditions régionales qui influencent le niveau de corruption. Par exemple, on a déjà montré que les victimes de la corruption varient selon l'âge et le revenu, et les autres rapports dans la série Vanderbilt University ont montré qu'elles varient aussi selon la richesse. Que se passera-t-il quand tous ces facteurs seront contrôlés, et leurs niveaux de corruption examinés sans ces paramètres ? Le Graphique 17 présente la variation graphique de la corruption au Nicaragua, démontre qu'il y a un point chaud qui inclut la capitale nationale, Managua. Mais il est aussi clair que les traditions régionales jouent un rôle; autrement il serait impossible d'expliquer le niveau très faible des victimes de la corruption dans les départements de León qui avoisine Managua et le haut niveau de corruption dans le département de Chinandega sur l'autre frontière. Il est aussi clair que les traditions régionales sont importantes en Bolivie où le département d'Oruro a un niveau de corruption plus élevé que la capitale nationale, La Paz. Les résultats du Graphique 18 sont présentés avec leurs « intervalles de confiance », ceux qui résultent vraiment d'une marge d'erreur à cause de l'échantillonnage. Cela veut dire que le score moyen de la corruption pour chaque département, représenté par la boîte carrée, est entouré d'une bande au-dessus et au-dessous du point qui représente une fourchette où dans 95% des cas, la moyenne réelle se trouverait si l'enquête a interviewé la population tout entière. Les intervalles de confiance permettent de distinguer les différences entre les départements qui sont simplement fonction de l'échantillonnage et ceux qui sont des différences réelles. Alors, comme le montre clairement le graphique 18 par exemple, Oruro et La Paz ont une corruption nettement plus importante que El Beni, mais les empiètements de l'intervalle de confiance de Cochabamba de La Paz, et par conséquent, on devrait supposer que les deux sont de façon anodine différents l'un de l'autre.



Une tendance générale émerge dans ces conclusions : ceux qui utilisent plus fréquemment le secteur public sont plus susceptibles d'en être victimes. Cela semble être une vérité de la palisse, jusqu'à ce qu'on s'arrête un instant pour réfléchir sur l'impact que cela a sur le système politique – plus les Latino-Américains utilisent leur gouvernement plus ils en seront victimes. Les implications pour miner la confiance publique sont évidentes et seront montrées empiriquement ci-après.

La corruption mine la légitimité politique

L'un des commentaires fréquemment entendus est que la corruption mine la confiance, notamment celle dans le système politique. Typique de ceux qui décrivent les effets négatifs de corruption, la Banque Mondiale discute souvent de la thèse, « la Corruption viole la confiance publique et mine le capital social... Incontrôlées, les accumulations progressives d'infractions

apparemment mineures peuvent miner lentement la légitimité politique. »²⁰ Malheureusement, bien que la Banque ait présenté des preuves importantes que la corruption affecte négativement l'économie, elle n'a fourni aucun support pour les allégations que la petite corruption (ou même la grande corruption) mine la légitimité politique. Alors que la Banque a présenté une grande quantité de preuves sur le niveau de la variable indépendante (corruption), elle n'a présenté aucune évidence correspondant à la variable dépendante (légitimité politique). Les enquêtes plus récentes du WBI, rapportées ci-dessus, font usage d'une mesure multi-index du gouvernement, y compris les perceptions de corruption mondiale, ont conclu que le revenu per capita est inférieur au taux de mortalité infantile et le taux d'analphabétisme chez les adultes sont plus importants quand la gouvernance est pauvre²¹. Encore une fois, il n'y a aucun effort pour relier la corruption d'une part et la légitimité politique d'autre part.

Les enquêtes sur la corruption, bien qu'embryonnaires, semblent être le plus prometteur des efforts entrepris à l'heure actuelle pour mesurer la thèse corruption/érosion de la légitimité. Comme discutées dans cette étude, ces enquêtes recueillent au niveau de l'individu à la fois des données sur la corruption vécue et des informations sur ses opinions concernant la légitimité de leur gouvernement. La tâche analytique consiste alors à chercher les rapports entre les expériences de corruption et la légitimité des points de vue après que les variables témoins appropriées soient introduites.

L'Amérique latine où il y a actuellement une attention considérable axée sur la corruption, constitue une bonne place pour tester le rapport d'hypothèse entre la corruption et la légitimité pour deux raisons²². Premièrement, comme il est indiqué au début de ce document, c'est une région du monde où l'on trouve fréquemment des cas de grande corruption. Deuxièmement, l'Amérique latine a longtemps eu des problèmes de stabilité politique, connaissant une succession sans fin de coups d'états à travers son histoire²³. Si, comme Easton²⁴ et aussi Lipset²⁵ l'ont exposé, la légitimité est une condition fondamentale requise pour la stabilité démocratique, il est alors plausible que la légitimité soit contestable dans beaucoup de pays latino-américains. D'un point de vue empirique, de nombreuses preuves existent pour montrer que les niveaux de légitimité restent faibles dans beaucoup de régions des pays malgré dix années ou même davantage de régimes démocratiques²⁶.

La légitimité est mesurée selon les enquêtes de Vanderbilt University sur une échelle de vague support en essayant d'explorer la confiance aux institutions clés du gouvernement.²⁷ L'échelle est basée sur cinq articles, chacun est marqué sur un métrique de 1-7. Les articles, initialement développés dans les enquêtes sur l'Allemagne et sur les États-Unis et peaufinés lors de différentes enquêtes sur l'Amérique latine, cherchent à innover un support généralisé pour les institutions de

²⁰ Banque Mondiale. *World Development Report, 1997*. Washington, D. C.: Oxford University Press, 1997.

²¹ Kaufmann, Daniel, Arat Kraay, and Pablo Zoido-Lobaton. *Governance Matters*. Vol. 2196, *Policy Research Working Paper*. Washington, D. C.: World Bank, 1999.

²² Tulchin, Joseph S, and Ralph H. Espach. In *Combating Corruption in Latin America*. Washington, D. C: Woodrow Wilson Center Press, 2000.

²³ Seligson, Mitchell A., and Julio Carrión. "Political Support, Political Skepticism and Political Stability in New Democracies: An Empirical Examination of Mass Support for Coups D'Etat in Peru." *Comparative Political Studies* 35, no. 1 (2002): 58-82.

²⁴ Easton, David. "A Re-Assessment of the Concept of Political Support." *British Journal of Political Science* 5 (1975): 435-57.

²⁵ Lipset, Seymour Martin, and Gabriel Salman Lenz. "Corruption, Culture and Markets." In *Culture Matters: How Values Shape Human Progress*, edited by Lawrence J. Harrison, Huntington, Samuel P., 112-24. New York: Basic Books, 2000; Lipset, Seymour Martin. "The Social Requisites of Democracy Revisited." *American Sociological Review* 59 (1994): 1-22.

²⁶ Seligson, Mitchell A. "Toward A Model of Democratic Stability: Political Culture in Central America." *Estudios interdisciplinarios de América Latina y el Caribe* 11, no. 2 (2000).

²⁷ Norris, Pippa. *Critical Citizens: Global Support for Democratic Government*. Oxford: Oxford University Press, 1999.

base du gouvernement plutôt qu'à innover un support à l'intention du membre du gouvernement²⁸. On a demandé aux répondants (1) Dans quelle mesure les tribunaux garantissent-ils un procès juste ? (2) Quel respect avez-vous vis-à-vis des institutions politiques du pays ? (3) Quelle fierté éprouvez-vous à vivre dans le système politique du pays ? (4) Quel appui donnez-vous au système politique du pays ? et (5) Avez-vous confiance en la police ? Pour faire le métrique cohérent avec la tranche de mesure de la corruption-expérience, les articles ont été compilés en une échelle globale et sont transformés en une base de 0-100. L'échelle sans son ensemble était fiable pour chaque pays aussi bien que pour les données regroupées (l'article regroupé standardisé l'Alpha=0.78 de Cronbach; la moyenne en inter-article $r=0.37$).

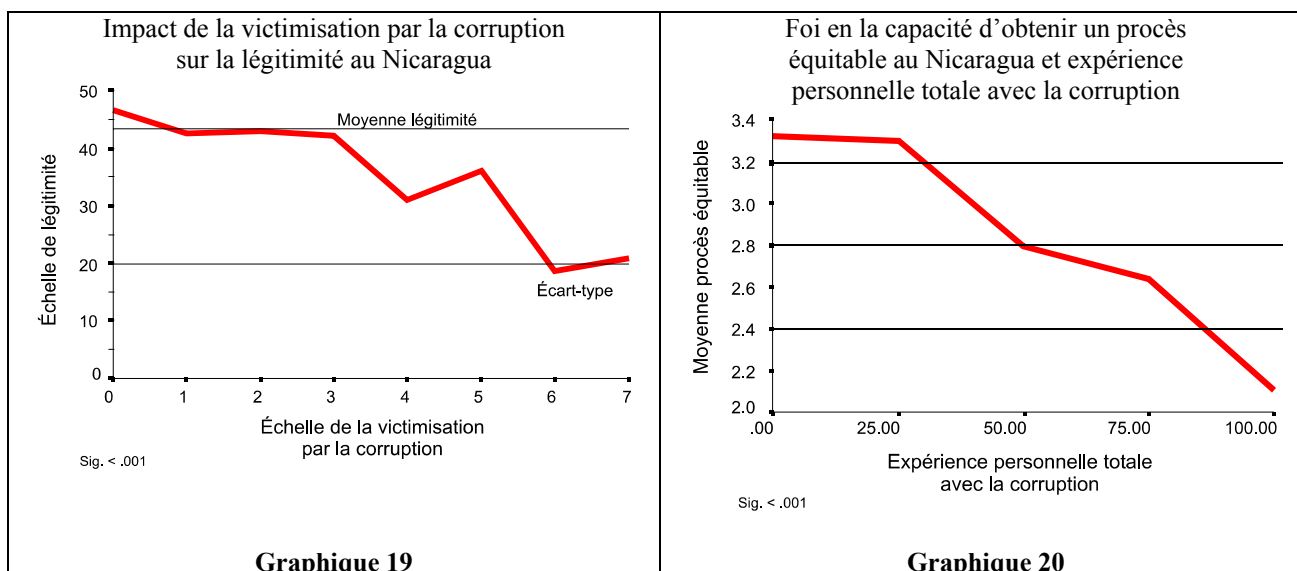
La première tâche consiste à déterminer si la corruption a un impact négatif ou positif sur la légitimité. Quand un citoyen paye un pot-de-vin ou bien pour recevoir un service public ou alors pour éviter des sanctions pour une accusation de violation de la loi, on peut avoir deux réactions quant à la perception de la corruption. D'une part, le pot-de-vin pourrait être vu comme un « droit d'usage », tout comme le péage qu'on consent à payer pour emprunter une route ou bien accéder à un terrain de camping. Ceux qui paient de tels droits peuvent considérer l'évaluation et le paiement comme une transaction entièrement légitime, n'impliquant aucune évaluation négative du système politique. En effet, un individu qui paie un « droit de traitement » pour faciliter l'octroi d'un permis de conduire, par exemple, pourrait être content du système qui permet l'octroi même de ces permis alors que les conditions requises (examen de la vision, les tests de conduite, etc.) n'ont pas été satisfaites. Ou bien, l'individu peut sentir que les salaires payés aux fonctionnaires publics restent faibles afin que les taxes aussi restent faibles; mais ceux qui utilisent le service devraient payer légitimement des droits d'usage pour ainsi compenser les salaires de fonctionnaires.

Ceux à qui on demande de payer des pots-de-vin peuvent avoir une réaction entièrement différente concernant l'expérience, considérant le pot-de-vin non pas comme un droit d'usage approprié, mais comme ce que les économistes appellent un « DUP », une activité à but lucratif directement improductive, autrement connu sous l'appellation "chercheur de loyer". Quand un agent de la municipalité demande un paiement au-delà du prix officiellement établi pour traiter un acte de naissance, le paiement représente une valeur en plus du prix établi, et on peut alors considérer cela comme un comportement du chercheur de loyer. Chercher un loyer est seulement possible parce que ceux qui ont demandé un loyer (sous la forme d'un pot-de-vin) ont obtenu une licence de l'état (pas officiellement) pour le faire. Nous pouvons prédire, par conséquent, que les individus qui considèrent les droits comme une recherche de loyer ont probablement des vues négatives à l'égard de l'état.

Les résultats empiriques pour tester ces deux réactions possibles sont présentés en détail dans une publication académique²⁹ où l'ensemble des données de Vanderbilt University sur les pays sont étudiées. Pour ce bref résumé, les résultats de Nicaragua qui sont parallèles à ceux d'autres pays peuvent être examinés. L'échelle de la légitimité descend de façon constante et la victimisation par la corruption augmente, descendant d'un niveau au-dessus de la moyenne nationale pour ceux qui n'ont pas été victimes de corruption jusqu'à un écart-type au-dessous de la moyenne nationale (Graphique 19). Un article spécial de l'échelle de légitimité, la foi que les gens peuvent avoir un procès équitable, démontre clairement que la corruption mine vraiment la confiance au système (Graphique 20).

²⁸ Muller, Edward N., Mitchell A. Seligson, and Ilter Turan. "Education Participation, and Support for Democratic Norms." *Comparative Politics* 20 (1987): 19-33.

²⁹ Seligson. "The Impact of Corruption on Regime Legitimacy: A Comparative Study of Four Latin American Countries."



Ces résultats montrent que ceux qui ont eu une expérience de la corruption ont moins de chance d'avoir confiance en la légitimité de leur système politique, confirmant ainsi la spéculation de la Banque Mondiale et réfutant l'hypothèse de Huntington. Les recherches faites avec ces ensembles de données ont conclu que les victimes de la corruption veulent moins montrer des niveaux élevés de confiance interpersonnelle, un contributeur socio-psychologique important à la confiance en la légitimité. La confiance interpersonnelle a été reliée à des efforts réussis pour construire la société civile et « faire marcher la démocratie », comme le dit Putnam.

Ces conclusions démontrent qu'il y a des coûts réels à la corruption oubliés par les fonctionnalistes qui sont pour ses avantages positifs et par ceux qui croient que les rapports de clientélisme basés sur la corruption peut nourrir la stabilité politique. Ils ne démontrent pas, bien sûr, que le gouvernement opère moins efficacement par suite de la corruption généralisée, car cela impliquerait une étude au-delà des limites de l'opinion publique et nous ramènerait en arrière à la littérature économique. Quelques-unes des données de l'étude, cependant, nous permettent de déterminer les opinions des répondants à propos de l'efficacité de la corruption et alors déterminer l'impact de ces avis sur l'appui au système.

Dans l'enquête au Nicaragua, nous avons posé une question directe concernant l'argument fonctionnaliste: « Pensez-vous que le paiement de pot-de-vin facilite l'obtention des choses avec la bureaucratie? » Parmi les 85% de l'échantillon qui a répondu à cette question, 60% ont été d'accord, indiquant un appui assez fort au Nicaragua pour l'opinion que la corruption marche. De plus, la confiance dans la fonctionnalité de la corruption est associée positivement avec notre index de victimisation par la corruption ($r=0.21$; sig. < 0.001), suggérant que ceux qui ont eu une expérience directe avec la corruption croient qu'elle leur donne ce qu'ils veulent. Or, croire en l'efficacité de la corruption ne traduit pas encore une vue positive du système politique, tout à fait le contraire, en fait. Ceux qui acceptent que la corruption permette d'obtenir les choses faites avec la bureaucratie sont considérablement *moins* susceptibles de croire en la légitimité du système politique. Ces résultats montrent que la corruption mine l'appui en faveur du système même parmi ceux qui reconnaissent qu'elle peut avoir quelque utilité pour vaincre les barrières bureaucratiques.

Conclusions

Pour que les systèmes politiques fonctionnent raisonnablement bien, les actions prises par les dirigeants doivent être perçues comme légitimes. Sinon, les "degrés de liberté" avec lesquels les décideurs doivent opérer sont considérablement réduits. L'immobilisme est un résultat potentiel du système politique dans lequel le public ne croit pas en la légitimité du système. Dans des cas

extrêmes qui, fréquemment ont lieu dans les nations développées les gouvernements sont effacés par les protestations populaires ou les coups militaires qui sont appuyés par une grande partie du public.

Ce document a souligné l'importance pour le Conseil Supérieur de Lutte Contre la Corruption de Madagascar de mesurer l'expérience de la corruption afin de montrer qui en sont ses victimes et de démontrer que ceux qui ont vu la corruption comme des liens de construction entre les dirigeants et dirigés étaient fautifs. En effet, la corruption n'efface pas la légitimité des démocraties. Il s'ensuit que si la corruption augmente, comme Weyland l'a exposé au début de ce document, et elle a augmenté, une érosion de l'appui devrait aussi avoir lieu. Il est aussi démontré dans ce document que la corruption diminue la confiance interpersonnelle, vraisemblablement affectant négativement les relations de la société civile. Sur le plan positif, on a des preuves récentes que les pays démocratiques deviennent moins corrompus, mais l'effet observé a eu lieu sur un cadre d'un demi-siècle, plus d'années que de beaucoup de démocraties fragiles peuvent se permettre³⁰. Ce serait de l'ironie ultime si un artefact de la démocratie montante elle-même peut aider à contribuer à son propre affaiblissement dans le monde en développement. C'est d'autant plus une raison pour se préoccuper du problème de la corruption et trouver des moyens pour en réduire la prédominance.

Nous concluons en notant que le questionnaire que nous développons pour être utilisé à Madagascar nous permettra de mesurer la corruption au niveau de l'individu. Nous serons capables de déterminer qui a été pris comme victime et par quelle forme de corruption. Nous serons aussi à même d'examiner en détail les genres d'individu qui sont pris comme victime (leur âge, genre, résidence, niveau de l'éducation, etc.). Finalement, et peut-être le plus important, nous pourrons examiner l'impact de la corruption sur les attitudes du citoyen vis-à-vis du système politique afin de savoir si cela importe.

³⁰ Treisman, Daniel. "The Causes of Corruption: A Cross-National Study." *Journal of Public Economics*, no. 3 (2000): 399-458.